GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1889 — ROMA — SABATO 13 APRILE — NUM. 89

Abbonamenti.

		Trimestre	Semestre	Anno
In ROMA, all'Ufficio del giornale	L.	9	17	32
Id. a domicilio e in tutto il Regno	»	10	19	36
All'ESTERO: Svizzera, Spagna, Portogallo, Francia, Austria, Germania, Inghilterra, Belgio e Russia	»	22	41	80
Turchia, Egitto, Rumania e Stati Uniti	»	32	61	120
Repubblica Argentina e Uruguay	»	45	88	175

Le associazioni decorrono dal primo d'ogni mese, nè possono oltrepassare il 31 dicembre. — Non si accorda sconto o ribasso sul loro prezzo. — Gli *abbonamenti* si ricevono dall'*Amministrazione* e dagli Uffici postali.

Inserzioni.

Per gli *annunzi giudiziari* L. 0, 25; per altri avvisi L. 0, 30 per linea di colonna e spazio di linea. — Le pagine della *Gazzetta Ufficiale*, destinate per le inserzioni, sono divise in quattro colonne verticali, e su ciascuna di esse ha luogo il computo delle linee, o spazi di linea.

Gli originali degli atti da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale* a termine delle leggi civili e commerciali devono essere scritti su CARTA DA BOLLO DA UNA LIRA — art. 19, N. 10, legge sulle tasse di Bollo, 13 settembre 1874, N. 2077 (Serie 2.a).

Le *inserzioni* si ricevono dall'Amministrazione e devono essere accompagnate da un deposito preventivo in ragione di L. 10 per pagina scritta su carta da bollo, somma approssimativamente corrispondente al prezzo dell'inserzione.

Un numero separato, di sedici pagine, del giorno in cui si pubblica la Gazzetta o il Supplemento: in ROMA, centesimi DIECI — pel REGNO, centesimi QUINDICI.
Un numero separato, ma arretrato (come sopra) in ROMA centesimi VENTI — pel REGNO, centesimi TRENTA — per l'ESTERO, centesimi TRENTACINQUE.
Non si spediscono numeri separati, senza anticipato pagamento.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE.

PARTE NON UFFICIALE.

PARTE UFFICIALE

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

S.M., *in udienza del 21 e 28 febbraio, 3 e 10 marzo 1889 si è degnata concedere il Sovrano* Exequatur *ai signori:*

Piscione Giovanni, vice Console della Repubblica del Paraguay in Napoli.

Anselmi Romolo, vice Console degli Stati-Uniti di Venezuela in Napoli.

Zéki Effendi, Console generale di Turchia in Messina.

Bobone Tommaso, vice Console della Repubblica Argentina in San Remo.

Sigouros Dionisio, Console generale di Grecia in Roma.

Igurquiza Francesco Ferdinando, Console di Spagna in Cagliari.

*In data 9, 22 e 29 marzo 1889 fu parimenti concesso l'*Exequatur *ai signori:*

Lapicca Pietro, vice Console di Svezia e Norvegia in Carloforte.

Forsyth Gray Carlo, vice Console della Gran Brettagna in Marsala.

Signorile Giuseppe, vice Console del Brasile in Bari.

Con decreto ministeriale del 23 febbraio 1889 fu istituita un'agenzia consolare in Colonia sotto la dipendenza del R. consolato in Dortmund.

ORDINE DEI Ss. MAURIZIO E LAZZARO

S. M. *si compiacque nominare nell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro:*

Di Suo moto-proprio:

Con decreti del 3 aprile 1889:

A gran Cordone:

Pasi conte Raffaele, tenente generale, primo aiutante di campo generale.

A grand'ufficiale:

Castorina comm. Giuseppe, direttore generale delle Gabelle.

A commendatore:

Revere Giuseppe.

A cavaliere:

Aprosio cav. Emilio, tenente colonnello d'artiglieria, aiutante di campo.

De Santis cav. Carlo, id. di cavalleria, id.

Perotti Pier Luigi, professore di chimica e fisica al Liceo « Umberto I° » a Roma.

LEGGI E DECRETI

Il Numero **6009** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene la seguente legge:*

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato del Regno e la Camera dei Deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione sarà data al trattato di commercio fra l'Italia e la Svizzera, e relativo protocollo, firmato a Roma il 23 gennaio 1889 e le cui ratifiche furono ivi scambiate l'11 aprile 1889.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 aprile 1889.

UMBERTO.

CRISPI.

Visto, *Il Guardasigilli:* ZANARDELLI.

TRAITÉ DE COMMERCE

entre

L'ITALIE ET LA SUISSE

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre les deux Pays, ont résolu de conclure un nouveau Traité et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

S. Exc. M. François Crispi, député au Parlement national, chevalier de l'ordre de la Très-Sainte Annonciade, Grand Croix décoré du Grand Cordon des ordres de Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Officier de l'ordre militaire de Savoie, décoré de la médaille des milles, etc., etc., président du Conseil des Ministres, Son Ministre *ad interim* des affaires étrangères;

M. Victor Ellena, député au Parlement national, Grand Croix de l'ordre de la Couronne d'Italie, Grand Officier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., Conseiller d'Etat; et

le Conseil fédéral de la Confédération suisse,

M. Siméon Bavier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près Sa Majesté le Roi d'Italie;

M. Conrad Cramer-Frey, membre du Conseil national suisse;

M. Edouard Blumer, landammann du Canton de Glaris;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. — Les Hautes Parties contractantes s'assurent réciproquement, pour l'importation directe ou indirecte des objets de provenance italienne en Suisse, et des objets de provenance suisse en Italie, le traitement de la nation la plus favorisée.

Les objets provenant de la Suisse, soit directement, soit en empruntant un territoire étranger, énumérés dans le tarif *A*, joint au présent Traité, seront admis en Italie aux droits fixés par ledit tarif. Les objets provenant de l'Italie, soit directement, soit en empruntant un territoire étranger, énumérés dans le tarif *B*, joint au présent Traité, seront admis en Suisse aux droits fixés par ledit tarif.

Art. 2. — Les droits à l'exportation sont réglés dans les deux Etats par les tarifs *C* et *D* joints au présent Traité.

Il ne sera perçu, ni dans l'un, ni dans l'autre des deux Etats, de droits de douane quelconques sur les marchandises en transit.

Art. 3. — Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux Pays et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation, perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des cantons, ou des communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou qui grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. 4. — Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

En cas de suppression ou de diminution des droits et des charges mentionnés ci-dessus, les surtaxes seront supprimées ou réduites proportionnellement.

Les drawbacks à l'exportation de produits italiens ou suisses ne pourront pas dépasser les droits d'accise ou de consommation intérieurs grèvant lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. 5. — Les produits formant l'objet des monopoles d'Etat de chacune des deux Parties contractantes, ainsi que les articles servant à la fabrication de marchandises monopolisées, pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou articles similaires indigènes n'auraient pas à acquitter cette taxe.

La taxe d'entrée complémentaire, dont il s'agit, sera restituée dans le cas où l'objet frappé de cette taxe n'aurait pas été employé à la fabrication d'un article monopolisé.

Art. 6. — Les articles d'orfèvrerie ou de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux Pays dans l'autre, seront soumis, s'il y a lieu, au régime du contrôle qui serait établi pour les articles similaires de fabrication nationale et paieront sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

Les droits de contrôle seront fixés aussi bas que possible et ne dépasseront jamais 80 francs par kilogramme pour les objets en or d'alliage, et dans la même proportion pour les objets d'autres métaux, suivant la valeur de chacun de ces objets.

Art. 7. — Chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, en matière de douane, que l'une d'elles a accordé ou pourrait accorder à l'avenir à une tierce Puissance; et ceci en même temps qu'elle la met en vigueur pour cette tierce Puissance, et de plein droit.

Elles s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit, ni aucune prohibition d'importation ou d'exportation, qui ne soit en même temps applicable à toute autre nation.

Enfin elles s'engagent à ne point interdire, ni entraver l'importation ou l'exportation des céréales et des bestiaux et animaux de toute espèce de l'un des deux pays dans l'autre, sauf pour les bestiaux et les animaux dans les cas bien constatés d'épizootie. Ne sera cependant pas tenu à se conformer à cette disposition l'Etat qui se trouverait en guerre avec une autre Puissance quelconque, ou qui serait forcé de mettre son armée sur le pied de guerre.

Art. 8. — Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les deux pays voisins et notamment entre les pays de frontière respectifs, franchise temporaire des droits à l'entrée et à la sortie est accordée au bétail conduit, d'un territoire à l'autre, aux marchés, à l'hivernage et au pâturage des Alpes, sauf obligation de le faire retourner, conformément aux règlements qu'arrêteront, d'un commun accord, les Parties contractantes.

Art. 9. — Les deux Parties contractantes s'engagent à maintenir dans les principales avenues des routes qui relient les deux Etats, des bureaux-frontière dûment et suffisamment autorisés à percevoir les droits de douane, soit de péage, et à faire les opérations relatives au transit sur les routes qui seront reconnues comme voies de transit.

Les formalités pour les expéditions nécessaires dans ce but seront de part et d'autre simplifiées autant que possible pour éviter tout arrêt.

Art. 10. — Afin de faciliter la circulation à la frontière, il a été convenu d'affranchir réciproquement de tous droits d'importation, d'exportation ou de circulation:

les céréales en gerbes ou en épis;

les foins, la paille et les fourrages verts;

les fruits frais, y compris les raisins frais;

les légumes verts;

tous produits de propriétés situées dans une zone de dix kilomètres de chaque côté de la frontière.

Seront également affranchis, le fumier, les détritus de marais, les boues végétales, la lie et le marc de raisin, le résidu des gâteaux de cire, le sang des bestiaux, les semences, plantes, perches, échalas, la nourriture journalière des ouvriers, les animaux et instruments agricoles de toute sorte; tout ceci servant à la culture de ces propriétés, et sous réserve du contrôle et de la faculté de la répression en cas de fraude.

Les propriétaires ou cultivateurs de ces terres, domiciliés dans l'autre Etat, jouiront généralement, quant à l'exploitation de leurs biens, des mêmes avantages que les nationaux habitant la localité, à la condition qu'ils se soumettront aux règlements administratifs ou de police applicables aux ressortissants du pays.

A l'effet de faciliter le trafic de frontière, visé par les clauses qui précèdent, des dispositions spéciales seront arrêtées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 11. — Sous obligation de réexportation et en conformité des règlements que l'Italie jugera utile de fixer, il est accordé franchise temporaire de tout droit d'entrée et de sortie aux toiles écrues de coton qui seront introduites de la Suisse en Italie pour y être imprimées et qui seront réexpédiées après avoir subi cette opération.

Art. 12. — Les deux Parties contractantes s'entendront sur un règlement de police pour la navigation sur les lacs de Lugano et Majeur, et sur les mesures à prendre pour garantir la propriété des bois emportés par des sinistres, comme inondation, tempête, etc.

Art. 13. — Les négociants, les fabricants et les industriels en général qui prouveront qu'ils acquittent, dans le pays où ils résident, les droits et impôts établis pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieurs dans l'autre pays, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis ou agents avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce ou de l'industrie qu'ils exercent, et à l'effet de faire des achats ou de recueillir des commandes. Mais, dans tous les cas, ils n'auront droit à aucune faveur dont ne jouiraient pas les nationaux.

Pour jouir du traitement susdit, les voyageurs de commerce italiens en Suisse et les voyageurs de commerce suisses en Italie devront être munis d'une carte de légitimation industrielle.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons, et qui sont importés en Italie par des commis-voyageurs de maisons suisses, et en Suisse par des commis-voyageurs de maisons italiennes, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 14. — Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les sociétés anonymes ou autres, commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux Pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action soit pour s'y défendre, dans toute l'étendue des Etats et possessions de l'autre Puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois (y compris les lois financières) desdits Etats et possessions.

Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent Traité, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 15. — Le Gouvernement italien et le Conseil fédéral suisse désireux de compléter et d'étendre les relations commerciales entre l'Italie et la Suisse, s'engagent à favoriser autant que faire se pourra, la création de voies de communication destinées à relier entre eux les deux Pays, et notamment à assurer de part et d'autre toutes les facilités possibles à des entreprises ayant pour but de mettre en rapport direct, au moyen de la locomotion à vapeur à travers les Alpes suisses, les réseaux de chemin de fer au sud et au nord de ces montagnes.

Art. 16. — Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à négocier une convention d'établissement et consulaire.

En attendant la conclusion de cette convention nouvelle, la convention en vigueur continuera à régir les rapports des deux Hautes Parties contractantes, lesquelles dans tous les cas s'assurent mutuellement, pour les matières dont il s'agit, le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 17. — Le présent traité entrera en vigueur le 15 avril 1889 et restera exécutoire jusqu'au 1er février 1892. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce Traité, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas en opposition avec son esprit et ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 18. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome, le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu de leurs cachets respectifs.

Fait à Rome, en double expédition, le 23 janvier mil-huit-cent-quatre-vingt-neuf.

(*L. S.*) F. Crispi.
(*L. S.*) V. Ellena.
(*L. S.*) Bavier.
(*L. S.*) C. Cramer-Frey.
(*L. S.*) E. Blumer.

TARIF A.

Droits à l'entrée en Italie.

Numéros du tarif général italien	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			Lires
ex 16	Farine lactée n'ayant pas plus de 40 pour cent de sucre (1)	Les 100 kilogr.	42 —
19	Chocolat	Id.	130 —
	Fils de coton simples:		
ex 96 *a)*	— écrus, mesurant au demi kilogramme:		
	3) plus de 20,000 mètres et pas plus de 30,000 mètres.	Id.	30 —
	4) plus de 30,000 mètres et pas plus de 40,000 mètres.	Id.	36 —
	Tissus de coton, écrus:		
ex 103 *a)*	— pesant 13 kilogr. ou plus les 100 mètres carrés et présentant en chaîn et trame dans le carré de 5 millimètres de côte:		
	2) plus de 27 fils	Id.	72 —
b)	— pesant 7 kilogr. ou plus, mais moins de 13 kilogr. les 100 mètres carrés et présentant en chaine et trame dans le carré de 5 millimètres de côte:		
	1) 27 fils ou moins	Id.	75 —
	2) plus de 27 fils	Id.	86 —
c)	— pesant moins de 7 kilogr. les 100 mètres carrés et présentant en chaîne et trame dans le carré de 5 millimètres de côte:		
	1) 27 fils ou moins	Id.	100 —
	2) plus de 27 fils	Id.	124 —
104	Tissus de coton blanchis	Id.	Droits des tissus écrus, plus 20 pour cent du droit.
105	Tissus de coton en couleur ou teints	Id.	Droits des tissus écrus, plus 35 lires les 100 kilog.
106	Tissus de coton imprimés (2)	Id.	Droits des tissus blanchis, plus 70 lires les 100 kilog.
	Tissus de coton brodés (3):		
109 *a)*	— à chaînette	Id.	Droits des tissus, plus 175 lires.
b)	— à point passé	Id.	Droits des tissus, plus 275 lires.
ex 100 *a)b)*	Tulles de coton brodés à chaînette	Id.	500 —
	Mousselines et tissus de coton façon voile ou clairs:		
111 *a)*	— écrus	Id.	200 —
b)	— blanchis	Id.	Droits des tissus écrus, plus 20 pour cent du droit.
c)	— en couleurs ou teints	Id.	Droits des tissus écrus, plus 35 lires les 100 kilog.
d)	— imprimés	Id.	Droits des tissus blanchis, plus 70 lires les 100 kilog.

(1) Faculté est réservée à l'importateur de payer, au lieu du droit fixe de 42 lires les 100 kilogr., inscrit au tarif A du présent Traité, le droit en viguer sur la farine de blé, augmenté du droit afférant à la quantité de sucre contenu dans le produit.

(2) Les petits châles de coton, ou articles semblabes de coton, ayant un légère impression à sec sur leur bord, ne paieront pas de surtaxe en raison de cette impression à sec.

(3) Les rideaux brodés à application seront soumis aux droits afferant aux tulles, seulement dans le cas où ces rideaux en contiendraient dans la proportion de cinq pour cent de la surface ou plus.

Le droit pour la simple confection des dits rideaux sera reduit à 10 pour cent.

Numéros du tarif général italien	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
e)	— ouvrés	Les 100 kilog.	Droits des tissus non ouvrés plus 20 lires les 100 kilog.
f)	— brochés	Id.	Droit des tissus selon l'espèce, augmentés de 40 lires les 100 kilog.
g)	— brodés à chaînette	Id.	Droits des tissus, plus 175 lires.
h)	— brodés à point passé	Id.	Droits des tissus, plus 275 lires.
	Articles confectionnés en coton:		
120 a)	— sacs, linge de lit et de table, essuie-mains, mouchoirs et similaires	Id.	Droits du tissus avec augmentation de 10 pour cent.
121 b)	Laine artificielle.	Id.	10 —
	Feutres:		
133 a)	— jusqu'à 3 millimètres d'épaisseur et pesant plus de 500 grammes le mètre carré	Id.	110 —
182	Pâte de bois, de paille et de matières similaires	Id.	1 —
185	Estampes, litographies et étiquettes	Id.	75 —
197 a)	Courroies de transmission.	Id.	90 —
	Machines:		
226 a)	— à vapeur fixes et demi-fixes, avec ou sans chaudière	Id.	12 —
b)	— chaudières:		
	— 1) tubulaires	Id.	14 —
	—2) autres	Id.	12 —
c)	— moteurs à eau ou à vent et machines hydrauliques (turbines, roues hydrauliques, pulsomètres, pompes et machines élevatoires, presses, accumulateurs, ascenseurs, monte poids hydrauliques, etc.)	Id.	10 —
d)	— locomotives sans tender.	Id.	14 —
e)	— locomobiles	Id.	12 —
f)	— machines marines	Id.	12 —
g)	— machines agricoles de toute sorte	Id.	9 —
h)	— machines pour filatures	Id.	10 —
i)	— machines et métiers à tisser	Id.	10 —
j)	— machines-outils pour le travail du bois et des métaux (scies, rabots, tours, machines à fileter, trépans, etc.)	Id.	9 —
k)	— machines dynamo-électriques:		
	1) jusqu'à 20 chevaux	Id.	25 —
	2) 20 chevaux et plus	Id.	16 —
m)	— machines non dénommées au tarif	Id.	10 —
	Le machines incomplètes seront soumises aux droits afférant aux machines respectives.		
227	Appareils en cuivre ou autres métaux pour chauffage, raffinage, distillation, etc.	Id.	18 —
229	Garnitures de cardes	Id.	70 —
	Wagons:		
230 b)	— de troisième classe	Id.	14 —

Numéros du tarif général italien	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			Lires
)	— de deuxième classe	Les 100 kilog.	16 —
d)	— de première classe.	Id.	18 —
	Les wagons mixtes payent le droit le plus élevé.		
ex 231 a)	Or simplement laminé en bandes d'au moins 1 millimètre d'épaisseur ou tiré en fil d'au moins 2 millimètres de diamètre. .	le kilog.	2 50
ex 2 b)	Argent simplement laminé en bandes d'au moins 1 millimètre d'épaisseur ou tiré en fil d'au moins 2 millimètres de diamètre .	Id.	2 50
	Bijoux:		
235 a)	— bioux et chaînes d'or	l'hectogr.	7 —
b	— bijoux d'argent même doré	le kilogr.	10 —
	Montres de poche:		
236 a	— à boîte d'or	la pièce	1 —
b)	— à boîte de tout autres métal	Id.	0 50
237	Orgues à cylindre ou boîtes à musique	Id.	1 —
239	Fournitures d'horlogerie	les 100 kilogr.	50 —
309	Extrait de lait	Id.	10 —
311	Fromages	Id.	11 —
	Caoutchouc et guttapercha:		
334 g)	— ouvrés en passementerie, en rubans et en tissus élastiques	Id.	130 —
	Fils et cordons électriques:		
335 a)	— composés d'un ou de plusieurs conducteurs métalliques, recouverts de matières textiles et vernis, et même avec guttapercha ou caoutchouc	Id.	60 —

F. CRISPI.
V. ELLENA.

BAVIER.
C. CRAMER-FREY.
E. BLUMER.

TARIF B.

Droits à l'entrée en Suisse.

Numéros du tarif des péages fédéraux	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			Francs
ex 9	Jus de réglisse	Les 100 kilog.	7 —
ex 9	Huile de ricin incolore, purifiée, etc.	Id.	7 —
13 a)	Parfumeries	Id.	30 —
ex 15	Soufre brut et raffiné	Id.	0 20
ex 17	Huile de ricin pour usage technique	Id.	1 —
48	Vitrifications, émail, perles en verre (y compris les conteries de Venise)	Id.	4 —
ex 52	Bois à bruler et charbon de bois	Id.	0 02

Numéros du tarif des péages fédéraux	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			Francs
	Meubles et parties de meubles:		
ex 65	— en bois commun: peints, vernissés, plaqués . . .	Les 100 kilog.	16 —
ex 66	— en bois commun: polis, sculptés, rembourrés, etc. .	Id.	16 —
67	— en bois d'ébénisterie et imitation: de tout genre . .	Id.	16 —
90	Gants de peau	Id.	30 —
ex 156	Corail ouvré	Id.	30 —
167	Chaux grasse et plâtre, moulus	Id.	0 20
176 *a)*	Marbres en plaques ou sciés:		
	— ni égrisés (frottés), ni polis	Id.	0 75
177 *a)*	— égrisés ou polis	Id.	1 50
191	Oeufs	Id.	1 —
200	Volaille vivante . .	Id.	4 —
ex 201	Volaille tuée . .	Id.	6 —
201 *a)*	Charcuterie	Id.	12 —
204	Raisins de table, frais	Id.	2 50
ex 209	Oranges et citrons	Id.	2 —
ex 209	Figues sèches	Id.	3 —
211	Légumes frais	—	Exempts
ex 6	Riz en grains perlés	Id.	1 50
ex 218	Pâtes alimentaires	Id.	8 —
252	Vin en fûts	Id.	3 50
253	— en bouteilles ou cruchons	Id.	3 50
ex 256	Vermouth en fûts, bouteilles ou cruchons jusqu'à 18 degrés d'alcool (1)	Id.	8 —
257	Huile d'olive en fûts	Id.	1 —
ex 258	— d'olive en bouteilles ou estagnons .	Id.	10 —
	Savons de tout genre:		
264	— ordinaires . .	Id.	1 50
265	— parfumés	Id.	1 50
293	Lin, chanvre, jute et autres matières textiles analogues et leurs déchets:		
	— bruts, débouillis, téillés ou sérancés	Id.	0 30
ex 294	Filés de lin et de chanvre, jusqu'au n° 10 inclusivement, écrus ou crémés	Id.	0 60
315	Soie et filoselle non moulinées (grèges) . .	Id.	1 50
ex 316	Soie et filoselle moulinées	Id.	6 —
316 *b)*	Soie à coudre, à broder, cordonnet, soie pour passementerie . .	Id.	7 —
319	Tissus de soie ou de filoselle, écrus, blancs, teints, imprimés, apprêtés	Id.	16 —
ex 356	Tresses de paille	Id.	10 —
ex 357	Chapeaux de paille, non garnis	Id.	50 —
ex 386	Crins nettoyés préparés	Id.	5 —

(1) Il est convenu que le vermout dépassant 18 degrés d'alcool paiera, en outre du droit de douane, la finance de monopole sur l'alcool.

Numéros du tarif des péages fédéraux	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			Francs
395	Ouvrages en cire de tout genre	Les 100 kilog.	16 —
	Poterie grossière :		
403 et 404 a)	— tuiles, briques, tuyaux, plaques, carreaux d'argile commune, non vernissés, non colorés, non fumés, non ardoisés . .	Id.	0 10
ex 405 et 406	— tuiles, briques; fumées, ardoisées, vernissées; tuyaux plaques, carreaux, huilés, vernissés, ou en grés; non peints . . .	Id.	2 —
406 a)	— cornues à gas.	Id.	0 10
407	Poterie commune : à cassure grise ou rouge, vernissée, ou non; poterie de grès commun; creusets; pipes en terre . . .	Id.	2 —
ex 411	Mercerie commune	Id.	16 —

F. Crispi.
V. Ellena.

Avier.
C. Cramer-Frey.
E. Blumer.

TARIF C.

Droits à la sortie de l'Italie.

Numéros du tarif général italien	Dénomination des articles	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			Lires
30 b)	Acide borique	Les 100 kilogr.	2 20
42	Sel marin et sel gemme	La tonne	0 22
44	Tartre et lie de vin	Les 100 kilogr.	2 20
	Bois, racines, écorces, feuilles, lichens, fleurs, herbes et fruits pour la teinture et le tannage:		
67 a)	— non moulus	Id.	0 27
b)	— moulus	Id.	0 55
	Soie :		
145 a)	— grège et moulinée	Id.	38 50
	Déchets de soie :		
147 a)	— frisons, bourre de soie grège et bourre des doupplons (*strusa, strazza di seta e di doppio*) non ouvrés	Id.	14 —
b)	— autres non ouvrés	Id.	8 80
c)	— peignés	Id.	20 —
181	Drilles de toute sorte	Id.	8 80
	Minérais métalliques;		
198 a)	— de fer	La tonne	0 22
b)	— de plomb, même argentifère.	Id.	2 20
c)	— de cuivre	Id.	5 50
248	Soufre brut ou raffiné et fleur de soufre.	Les 100 kilogr.	1 10

Numéros du tarif général italien	Dénomination des articles	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			Lires
287	Graines oléagineuses et autres	Les 100 kilogr.	1 10
344 *b*)	Objets d'art et de collection, les tableaux et les statues d'auteurs vivants ou contemporains exclus	Valeur	1)
	Tous autres articles exempts.		

(1) Le Gouvernement italien se réserve la faculté de fixer le droit de sortie des objets de collection.

F. Crispi.
V. Ellena.

Bavier.
C. Cramer-Frey.
E. Blumer.

TARIF D.

Droits à la sortie de Suisse.

Numéros du tarif des péages fédéraux	Dénomination des articles	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			Francs
1	Chevaux et mulets . .	La pièce	1 50
2	Poulains et ânes.	Id.	0 50
3	Bétail pesant plus de 60 Kg. . .	Id.	0 50
4	Veaux pesant 60 Kg. au plus . .	Id.	0 05
5	Porcs pesant 40 Kg. ou plus . .	Id.	0 50
6	Porcs pesant moins de 40 Kg . .	Id.	0 05
7	Moutons et chèvres	Id.	0 05
8	Ruches d'abeilles, habitées. .	Id.	0 10
14	Ferraille	Les 100 kilogr.	0 20
15	Cuirs et peaux bruts. . .	Id.	1 —
16	Viande fraîche	Id.	0 20
17	Ecorce à tan, brute ou moulue.	Id.	1 —
19	Chiffons (drilles) de coton ou de lin; vieux cordages et câbles .	Id.	1 —
	Tous autres articles exempts		

F. Crispi.
V. Ellena.

Bavier.
C. Cramer-Frey.
E. Blumer.

Visto conforme all'originale
esistente negli archivi del Ministero degli affari esteri
Il Direttore Capo di divisione
E. Puccioni.

PROTOCOLE

Les deux Hautes Parties contractantes ont convenu que des négociations ultérieures seront ouvertes, dans un délai de trois mois au plus tard après l'échange des ratifications du Traité de commerce signé en date de ce jour, sur les questions relatives au trafic-frontière et à la contrebande.

Fait, en double expédition, à Rome, le 23 janvier mil-huit-cent-quatre-vingt-neuf.

F. CRISPI.
V. ELLENA.

BAVIER.
C. CRAMER-FREY.
E. BLUMER.

PROÇÈS-VERBAL DE CLÔTURE

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce, conclu à la date de ce jour, entre l'Italie et la Suisse, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes sont convenus des déclarations suivantes :

I. — *En ce qui concerne le Traité de commerce :*

AD ART. 8. — Par effet des stipulations contenues dans cet article, il est convenu que toutes les dispositions stipulées dans le protocole final du Traité de commerce entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie en date du 23 novembre 1888 et toutes les dispositions stipulées dans le protocole final du Traité de commerce entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie du 7 décembre 1887, en vue de faciliter d'un côté des frontières à l'autre le mouvement du bétail mené au patûrage, à l'hivernage ou aux marchés et du bétail de labour, sont applicables de plein droit au bétail italien introduit en Suisse, et au bétail suisse introduit en Italie.

Il est du reste entendu que l'obligation prévue au protocole final du Traité susmentionné entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie concernant la conclusion d'une convention spéciale pour les épizooties (ad art. VI § 3) ne s'applique pas aux rapports entre la Suisse et l'Italie.

AD ART. 9. — D'après la demande de MM. les Plénipotentiaires de la Suisse, MM. les Plénipotentiaires d'Italie déclarent que l'Administration italienne des douanes a été engagée à faire des études ayant pour but d'arriver à une diminution des frais actuels de dédouanement des marchandises dans les gares des chemins de fer.

II. — *En ce qui concerne le tarif* A
(Droits à l'entrée en Italie).

1. — Les mousselines pour doublure, identiques aux échantillons présentés par MM. les Plénipotentiaires de la Suisse et annexés au présent procès-verbal de clôture, seront soumises aux droits afférant aux tissus écrus, blanchis et teints.

2. — Les mousselines (linon) identiques aux échantillons présentés par MM. les Plénipotentiaires de la Suisse et annexés au présent procès-verbal de clôture, seront soumises aux droits afférant aux tissus respectifs, unis, non façonnés.

3. — Les fils retors de coton (cordonnet) identiques aux échantillons présentés par MM. les Plénipotentiaires de la Suisse et annexés au présent procès-verbal de clôture, seront soumis au droit fixé par la position 97 du tarif général des douanes italiennes.

4. — Le droit de 10 lires les 100 kilogr. inscrit pour les « machines non dénommées » au tarif *A* (droits à l'entrée en Italie) annexé au présent Traité, est applicable exclusivement aux machines classifiées dans la position 226 *m*) du tarif général des douanes italiennes.

III. — *En ce qui concerne le tarif* B
(Droits à l'entrée en Suisse).

1. — Il est entendu que dans les vins en fûts, bouteilles ou cruchons inscrits au tarif *B* sous les numéros 252 et 253 ne sont pas compris les vins artificiels dénommés sous les numéros 252 *a* et 253 *a* du tarif des péages fédéraux.

Les Hautes Parties contractantes choisiront des experts pour étudier et établir d'un commun accord, les caractères que les vins doivent présenter pour être admis comme tels par les douanes.

2. — Le vermouth titrant jusqu'à 18° 5 d'alcool sera considéré comme n'ayant que 18 degrés; au delà de cette limite il sera soumis au payement de la finance de monopole en sus du droit de douane.

Fait, en double expédition, à Rome, le 23 janvier mil-huit-cent-quatre-vingt-neuf.

F. CRISPI.
V. ELLENA.

BAVIER.
C. CRAMER-FREY.
E. BLUMER.

Il Numero **MMMCCLXIV** *(Serie 3ª, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduta la deliberazione 8 ottobre 1888 del Consiglio comunale di Ostra, con la quale si è stabilito di applicare, la tassa di famiglia col massimo di L. 200, eccedente il limite normale fissato nel regolamento della provincia;

Veduta la deliberazione del 15 successivo novembre della Deputazione provinciale di Ancona, che approva quella succitata del comune di Ostra;

Veduto l'art. 8 della legge 26 luglio 1868, N. 4513;

Veduto l'art. 3 del detto regolamento;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

È data facoltà al comune di Ostra di applicare, nel biennio 1889-90, la tassa di famiglia col massimo di lire duecento (L. 200).

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 21 marzo 1889.

UMBERTO.

SEISMIT-DODA.

Visto, *Il Guardasigilli*: ZANARDELLI.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Disposizioni *fatte nel personale dipendente dal Ministero della Marina:*

Con Regio decreto del 7 marzo 1889:

Giannini Carlo, commissario di 1ª classe, collocato a riposo, a seguito di domanda fattane, per anzianità di servizio e per ragione di età ed inscritto col suo grado nella riserva navale, a decorrere dal 1° aprile 1889.

Con Regio decreto del 17 marzo 1889:

Farina Carlo, capitano di fregata, nominato comandante della fregata « Vittorio Emanuele ».

Guevara Suardo Inigo, id., id. dell'incrociatore « Cristoforo Colombo ».

Giorello Giovanni, capitano di corvetta, id. del piroscafo « Garigliano ».

Belledonne Domenico, tenente di vascello, id. del piroscafo « Città di Milano ».

Richeri Vincenzo, id., id. della torpediniera *92 S.*

Picasso Giacomo, id., id. della torpediniera *103 S.*, in sostituzione dell'ufficiale di pari grado Gorleri Giov. Battista.

Con Regi decreti del 21 marzo 1889:

Rocca Domenico, commissario di 1ª classe, collocato a riposo per sua domanda, ed inscritto col suo grado nella riserva navale, dal 1° aprile 1889.

Negri Carlo, tenente di vascello, nominato comandante della torpediniera *34 T.*

Con Regio decreto del 24 marzo 1889:

Grasso Giuseppe, aiuto contabile a lire 3000, nominato contabile con l'annuo stipendio di L. 3500, a datare dal 1° aprile 1889.

Con Regi decreti del 28 marzo 1889:

De Negri Giovanni, contrammiraglio, esonerato dalla carica di membro del Consiglio Superiore di marina, dal 1° aprile 1889.

Salvati Ferdinando, tenente di vascello, destinato a reggere la carica di capo sezione nel Ministero della marina dal 1° aprile 1889.

Prasca Giov. Battista, id., id. id. id.

Con Regio decreto del 31 marzo 1889:

De Gaetani Eugenio, capitano di fregata, destinato a reggere la carica di capo divisione nel Ministero della marina, dal 1° aprile 1889.

Disposizione *fatta nell'Amministrazione del Fondo per il Culto*

Con Regio decreto del 28 marzo 1889:

Giovannoni Emilio, vice segretario di Ragioneria del disciolto Regio commissariato per la liquidazione dell'Asse ecclesiastico di Roma, con lo stipendio di lire 1500, in disponibilità, ed in servizio provvisorio presso la Direzione generale del Fondo per il culto, è nominato ispettore provinciale nell'amministrazione del Fondo per il culto con l'annuo stipendio di lire 2000.

Disposizioni *fatte nel personale dell'Amministrazione Giudiziaria.*

Con Regi decreti del 4 aprile 1889:

Boccia cav. Ferdinando, consigliere della sezione di Corte d'appello in Potenza, in aspettativa per motivi di salute a tutto marzo 1889, è collocato a riposo, a sua domanda, nei termini dell'art. 1°, lettera *A*, della legge 14 aprile 1864, N. 1731, dal 1° aprile 1889.

Natali cav. Cesare, consigliere in soprannumero della sezione di Corte d'appello in Macerata, è nominato consigliere effettivo della stessa sezione di Corte d'appello.

Fabris cav. Alessandro, presidente del Tribunale civile e correzionale di Camerino, è nominato consigliere in soprannumero presso la sezione di Corte d'appello in Macerata, con l'annuo stipendio di lire 6000.

Piantulli cav. Pasquale, procuratore del Re presso il Tribunale civile e correzionale di Trani, è nominato consigliere della sezione di Corte d'appello in Potenza, con l'annuo stipendio di lire 6000.

Cartella cav. Gioacchino, presidente del Tribunale civile e correzionale di Borgotaro, è collocato a riposo, a sua domanda, nei termini dell'art. 1, lett. *A*, della legge 14 aprile 1864, N. 1731, dal 1° maggio 1889, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di consigliere di Corte d'appello.

Fabani Luigi, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Benevento, è nominato presidente del Tribunale civile e correzionale di Camerino, con l'annuo stipendio di lire 4000.

Bolognini Saverio, giudice del Tribunale civile e correzionale di Asti, è nominato vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Napoli, con l'annuo stipendio di lire 3600.

Bettanini Antonio, giudice del Tribunale civile e correzionale di Padova, è incaricato dell'istruzione dei processi penali, presso il detto Tribunale, con l'annua indennità di lire 400.

Pandolfini Pasquale, giudice del Tribunale civile e correzionale di Palermo, è collocato in aspettativa, a sua domanda, per motivi di salute, per sei mesi dal 16 aprile 1889, con l'assegno in ragione di annue lire 1750.

Landolfi Paolo, giudice del Tribunale civile e correzionale di Ravenna, in aspettativa per motivi di salute, a tutto marzo 1889, è dal 1° aprile 1889 confermato in aspettativa, a sua domanda, per gli stessi motivi di salute, per due mesi, con l'assegno in ragione di annue lire 1500.

Marchetti di Muriaglio Luigi, sostituto procuratore del Re presso il Tribunale civile e correzionale di Casale, è tramutato a Torino.

Summonte Carlo, pretore del mandamento di Celenza Valfortore, è collocato, a sua domanda, in aspettativa, per motivi di salute, per due mesi dal 16 aprile corrente, coll'assegno della metà dello stipendio, lasciandosi per lui vacante lo stesso mandamento di Celenza Valfoltore.

Testa Lelio, vice pretore del mandamento di Cervinara, è tramutato al mandamento di Baselice.

Tilli Antonio, già pretore, è nominato vice pretore del mandamento di Torricella Peligna.

Palermo Domenico, avente i requisiti di legge, è nominato vice pretore del mandamento di Cagnano Varano.

Prudenzini Paolo, avente i requisiti di legge, è nominato vice pretore nel mandamento di Breno.

Sono accettate dal 1° aprile corrente le dimissioni presentate dal pretore Bernardi Serafino già titolare del mandamento di Valmontone, collocato in aspettativa per motivi di salute con R. decreto del 27 dicembre 1888.

E' accettata la rinuncia presentata da Gallottini Augusto, all'ufficio di pretore del mandamento di Viesti, conferitogli con R. decreto del 30 dicembre 1888.

Sono accettate le dimissioni presentate:

da Graziani Giovanni, dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Palata.

da Vittadini Pietro, dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Breno.

Con Regi decreti del 7 aprile 1889:

Strocchio cav. Carlo Emanuele, procuratore del Re presso il Tribunale civile e correzionale di Bobbio, è collocato a riposo, a sua domanda, nei termini dell'art. 1 lettera *B*, della legge 14 aprile 1864, N. 1731, dal 1° maggio 1889, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di sostituto procuratore generale di Corte d'appello.

Lupoli cav. Giovanni, procuratore del Re presso il Tribunale civile e correzionale di Rieti, è tramutato a Trani.

Ubertalli Carlo, sostituto procuratore del Re presso il Tribunale civile e correzionale di Forlì, è nominato procuratore del Re presso il Tribunale civile e correzionale di Ravenna, con l'annuo stipendio di lire 4000.

Pepe Agostino, giudice del Tribunale civile e correzionale di Napoli,

è collocato a riposo, a sua domanda, nei termini dell'art. 1, lettera *B*, della legge 14 aprile 1864, N. 1731, dal 1° maggio 1889, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di vice presidente di Tribunale.

Pacinotti Angelo, giudice del Tribunale civile e correzionale di Montepulciano, è tramutato a Pisa, a sua domanda.

Ferrari Francesco, giudice del Tribunale civile e correzionale di Teramo, con l'incarico dell'istruzione dei processi penali, è tramutato ad Aquila, a sua domanda, con lo stesso incarico e con la indennità di annue lire 400.

Grumelli Alfonso, giudice del Tribunale civile e correzionale di Teramo, applicato all'ufficio d'istruzione dei processi penali, è incaricato ivi dell'istruzione dei processi penali con l'annua indennità di lire 400.

Lanzara Michele, giudice del Tribunale civile e correzionale di Aquila, è tramutato a Teramo ed applicato ivi all'ufficio d'istruzione dei processi penali, con l'annua indennità di lire 400.

Piciocchi Francesco, sostituto procuratore del Re presso il Tribunale civile e correzionale di Caltanissetta, è tramutato a Lucca.

Rabajoli Apostoli Gian Domenico, aggiunto giudiziario presso il Tribunale civile e correzionale di Milano, è nominato giudice del Tribunale civile e correzionale di Varallo con l'anno stipendio di lire 3000.

Mostaccio Pietro, pretore del mandamento di Pachino, in aspettativa per motivi di salute, è confermato, a sua domanda, nell'aspettativa medesima per altri sei mesi dal 1° marzo u. s., coll'assegno della metà dello stipendio, lasciandosi per lui vacante lo stesso mandamento di Pachino.

Perez Francesco, vice pretore nella Pretura urbana di Verona, è tramutato al 2° mandamento della stessa città.

Grillo Vincenzo, vice pretore del mandamento di Aragona, è tramutato al 2° mandamento di Roma.

Maroni Emilio, avente i requisiti di legge, è nominato vice pretore nel mandamento di Varese.

Bossum Albino, avente i requisiti di legge, è nominato vice pretore nel mandamento di Castelfranco Veneto.

Sicchi Giulio, pretore del mandamento di Caramanico, è sospeso per giorni dieci al solo effetto della privazione dello stipendio, fermo l'obbligo di prestar servizio, per negligenza nei suoi doveri e specialmente per ritardo nella pubblicazione delle sentenze.

Con decreto ministeriale del 7 aprile 1889:

Al vice pretore Dettori Salvatore, destinato in temporanea missione al mandamento di Nuoro con Regio decreto 23 dicembre 1888, è assegnata la mensile indennità di lire 100 dal 30 gennaio 1889.

Con decreto ministeriale 13 febbraio 1889, registrato alla Corte dei conti il 23 detto mese, fu concesso l'aumento di lire 250 sul loro stipendio di lire 3600, dal 1° gennaio 1889, ai signori:

Costanzo cav. Tommaso, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Palermo;

D'Auria Luigi, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Napoli;

Degli Oddi Oddo, già vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Firenze ora presidente del Tribunale di Grosseto;

Cella Luigi, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Torino;

Ribezzi Angelo, già vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Cassino, ora presidente del Tribunale di Sala Consilina;

Salvini Gaspare, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Milano.

Con decreto ministeriale del 3 marzo 1889, registrato alla Corte dei conti il 15 detto mese, fu concesso l'aumento di L. 250 sullo stipendio di L. 3600, di cui godevano come vice presidenti, pei due mesi di gennaio e febbraio 1889, ai signori:

Carnelutti Guglielmo, presidente del Tribunale civile e correzionale di Breno;

Tellini Angelo, presidente del Tribunale civile e correzionale di Alessandria;

Cataldo Romano, presidente del Tribunale civile e correzionale di Rovigo.

Con decreto ministeriale del 3 marzo 1889, registrato alla Corte dei conti il 15 detto mese, fu concesso l'aumento di L. 250 sul loro attuale stipendio di L. 3600, dal 1° gennaio 1889, ai signori:

Bracco Amari Francesco, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Lucera;

Armellini Luigi, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Roma;

Carino Saverio, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Lanciano;

Zambaldi Domenico, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Lucca;

Crocini Ulisse, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Firenze;

Tiepolo Girolamo, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Udine.

Con decreto ministeriale 23 marzo 1889, registrato alla Corte dei conti il 5 aprile 1889, fu concesso l'aumento di L. 250 sul loro attuale stipendio di L. 3600 dal 1° gennaio 1889 ai signori:

Cao Marcello Giuseppe, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Cagliari;

Bondì Rocco, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Caltanissetta;

Scrinzi Lodovico, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Milano;

Martucci Angelo, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Sassari;

Tacchetti Francesco, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Verona;

Crucinio Achille, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Catanzaro;

Polemondo-Chiaia cav. Cesare, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Teramo;

Rapisardi Ferdinando, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Trapani;

Monesi Luigi, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Arezzo;

Pasetti Giuseppe, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Genova;

Scarpa Giacomo, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Milano;

Ponsi Leopoldo, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Firenze.

Con decreto ministeriale 23 marzo 1889, registrato alla Corte dei conti il 5 aprile 1889, fu concesso l'aumento di lire 250 sull'attuale stipendio di lire 3600, dal 1° febbraio 1889, al signor:

Tonini Giuseppe, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Vicenza.

Con decreto ministeriale 23 marzo 1889, registrato alla Corte dei conti il 5 aprile 1889, fu concesso l'aumento di lire 250 sull'attuale stipendio di lire 3600, dal 1° marzo 1889 al signor:

Gorrasi Fortunato, vice presidente del Tribunale civile e correzionale di Cosenza.

Disposizioni *fatte nel personale delle Cancellerie e Segreterie giudiziarie:*

Con Regi decreti del 4 aprile 1889:

Piacenza Ignazio, cancelliere della Pretura di Rivara, è, in seguito di sua domanda, collocato a riposo ai termini dell'articolo 1, lettera *a*, della legge 14 aprile 1864, N. 1731, con decorrenza dal 1° maggio 1889.

Pastore Nicola, cancelliere della Pretura di Barile, è, in seguito di sua domanda, collocato a riposo ai termini dell'articolo 1, lettera *B*, della legge 14 aprile 1864, N. 1731, con decorrenza dal 1° maggio 1889.

Vecchione Angelo, segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Potenza, è nominato, a sua domanda, cancelliere della Pretura di Sorrento, coll'attuale stipendio di lire 2000.

Racana Pasquale, vice cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Potenza, è nominato, a sua domanda, segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Potenza, coll'attuale stipendio di lire 1800.

Clavelli Arduino, cancelliere di Pretura, già titolare a Montalto Marche, in aspettativa per motivi di salute fino al 31 marzo 1889, pel quale fu lasciato vacante il posto a Rocca Sinibalda, è, in seguito di sua domanda, confermato nell'aspettativa stessa, per un altro mese, a decorrere dal 1° aprile 1889, colla continuazione dell'attuale assegno.

Valiante Nicola, cancelliere della Pretura di Sorrento, in servizio da oltre anni dieci, è, in seguito di sua domanda, collocato in aspettativa per motivi di salute, per sei mesi, a decorrere dal 16 aprile 1889, coll'assegno pari alla metà dello stipendio, lasciandosi per esso vacante il posto alla Pretura di Termoli.

Pasquali Antonio, cancelliere della Pretura di Latisana, è tramutato alla Pretura di Padova Campagna, a sua domanda.

Battisti Cesare, vice cancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Roma, è nominato segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Civitavecchia, coll'annuo stipendio di lire 1600.

Castellina Romeo, cancelliere, già della Pretura di Colorno, sospeso dall'ufficio, stato condannato alla pena del carcere per appropriazione indebita, è rimosso dalla carica. Dal 4 aprile 1889 cessa l'assegno alimentare conceduto alla di lui famiglia durante la sospensione.

Con decreto ministeriale del 4 aprile 1889:

Adami Angelo, vice cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Rovigo, è nominato vice cancelliere della Corte d'appello di Venezia, coll'annuo stipendio di lire 2500.

Con decreto ministeriale del 6 aprile 1889:

Gandolla Giovanni, nominato vice cancelliere aggiunto al Tribunale civile e correzionale di Pallanza con decreto 6 gennaio 1889, è dichiarato dimissionario dalla carica per non averne assunto le funzioni entro il termine di legge.

Con Regi decreti del 7 aprile 1889:

Ciulla Giuseppe, cancelliere della Pretura di Casteltermini, è tramutato alla Pretura di Licata, a sua domanda.

Bonino Pier Luigi, cancelliere della Pretura di Azeglio, è, a sua domanda, nominato segretario della R. Procura presso il Tribunale, civile e correzionale di Novara, coll'attuale stipendio di lire 1800.

Con decreti ministeriali del 9 aprile 1889:

Nittoli Gaetano, sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Trani, è nominato vice cancelliere della Pretura di Bovino, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Fata Francesco, vice cancelliere della Pretura di Spinazzola, è, a sua domanda, nominato sostituto segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Trani, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Marena Donato, vice cancelliere della Pretura di Bovino, è tramutato alla Pretura di Spinazzola, a sua domanda.

Spirito Giovanni Battista, vice cancelliere della Pretura di Castronovo di Sicilia, è tramutato alla Pretura sezione Molo in Palermo.

Trapani Filippo, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della Corte d'appello di Palermo, è nominato vice cancelliere della Pretura di Castronovo di Sicilia, coll'annuo stipendio di lire 1300.

E' promosso dalla 2ª alla 1ª categoria, a datare dal 1° aprile 1889, coll'annuo stipendio di lire 3000, cessando dal percepire l'assegno del decimo in lire 250, di cui è provveduto:

Filiti Mattiolo Antonio, vice cancelliere aggiunto alla Corte di cassazione di Palermo.

Sono promossi dalla 2ª alla 1ª categoria, a datare dal 1° aprile 1889, coll'annuo stipendio di lire 2200:

Testa Luigi, cancelliere della Pretura di San Germano Vercellese;

Spadini Tito, segretario della Regia Procura presso il Tribunale di Girgenti;

Pappalardo Giovanni Battista, vice cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Messina;

Bartoli Giacomo, vicecancelliere del Tribunale civile e correzionale di Frosinone;

Paini Antonio, cancelliere della Pretura di Sant'Angelo Lodigiano;

Tameo Giacomo, vice cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Tortona;

De Santi Benedetto, cancelliere della Pretura di Valdagno.

E' promosso dalla 3ª alla 2ª categoria, a datare dal 1° marzo 1889, coll'annuo stipendio di lire 2000:

Salvo Felice, cancelliere della Pretura di Noto.

Sono promossi dalla 3ª alla 2ª categoria, a datare dal 1° aprile 1889, coll'annuo stipendio di lire 2000:

Gallina Benedetto, cancelliere della Pretura di Robecco d'Oglio;

Nardone Vito, vice cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Avezzano;

Gambarini Antonio, vice cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Reggio Emilia;

Pasero Onorato, cancelliere della Pretura di Cavallermaggiore;

Gamborova Carlo, cancelliere della Pretura di Pallanza;

Sibilla Ignazio, cancelliere della Pretura di Chiusa di Pesio;

Procida Achille, vice cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Santa Maria Capua Vetere;

Formica Silvio, sostituto segretario della Procura generale presso la Corte d'appello di Roma;

Lolli Giuseppe, cancelliere della Pretura di Castel di Sangro;

De Biase Giovanni Battista, cancelliere della Pretura di Frosinone.

È promosso dalla 4ª alla 3ª categoria, a datare dal 1° marzo 1889, coll'annuo stipendio di lire 1800:

Melis Panzali Giovanni Battista, cancelliere della Pretura di La Maddalena.

Sono promossi dalla 4ª alla 3ª categoria, a datare dal 1° aprile 1889, coll'annuo stipendio di lire 1800:

Pollarolo Giovanni Battista, cancelliere della Pretura di Porretta;

Feliciotti Vincenzo, cancelliere del Pretura di Tolentino;

Borri Alberto, cancelliere della Pretura di Montepulciano;

Perricone Gaetano, segretario della Regia Procura presso il Tribunale civile e correzionale di Nicastro;

Marini Angelo, cancelliere della Pretura di Sassoferrato;

Carafa Oreste, vice cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Roma, applicato temporaneamente al Ministero di grazia e giustizia e dei culti;

Zurchi Antonio, cancelliere della Pretura di Cividale;

Pellegrini Giuseppe, cancelliere della Pretura di Palmanova;

Dalla Vecchia Giuseppe, cancelliere della Pretura di Ariano nel Polesine;

Davoli Giuseppe Antonio, cancelliere della Pretura di Sambiase;

Gallsei Emilio, cancelliere della Pretura di Terranova Pausania;

Cossi Gualtiero, cancelliere della Pretura di Ferentino;

Daprà Giuseppe, vice cancelliere del Tribunale civile e correzionale in Torino.

MINISTERO
di Agricoltura, Industria e Commercio

SOTTO SEGRETARIATO DI STATO — DIVISIONE I — SEZIONE II

Atto di trasferimento di privativa industriale.

Per contratto privato datato da Berlino il 26 gennaio 1889, e registrato in Roma il 21 successivo febbraio - atti privati - Reg. 38

Sez. 1ª, N. 8781, il signor Seel Carl, di Charlottenburg, ha ceduto e trasferito alla Actien Gesellschaft für electrische Glühlampen (Patent Seel), in Berlino, tutti i diritti che a lui competono sull'attestato di privativa industriale conferitogli in data 8 febbraio 1887, Vol. XLI, N. 423, della durata di anni sei a decorrere dal 31 marzo stesso anno e col titolo: « perfectionnements aux lampes électriques à incandescence ».

Il detto atto di trasferimento è stato presentato alla Prefettura di Roma il 27 marzo 1889, e successivamente registrato presso l'Ufficio speciale della Proprietà industriale di questo Ministero per gli effetti di cui agli articoli 46 e seguenti della legge 30 ottobre 1859, N. 3731.

Roma, addì 10 aprile 1889.

Il Direttore Capo della 1ª Divisione
G. FADIGA.

MINISTERO DELLE POSTE E DEI TELEGRAFI

(SERVIZIO DELLE POSTE)

Avviso.

Col giorno 15 corrente, l'orario del piroscafo che fa il servizio della linea XXXIX *bis* fra Capri e Napoli (giornaliera) viene modificato come segue:

Andata.

Capri	partenza	5,30	mattina.
Massa	»	6,10	»
Sorrento	»	6,35	»
Cassano	»	6,45	»
Meta	»	6,55	»
Eque	»	7,03	»
Vico	»	7,15	»
Napoli	arrivo	8,30	mattina.

Ritorno.

Napoli	partenza	3,30	sera.
Vico	»	4 45	»
Eque	»	4,55	»
Meta	»	5,05	»
Cassano	»	5,15	»
Sorrento	»	5,25	»
Massa	»	6,05	»
Capri	arrivo	6,30	sera.

Roma, addì 11 aprile 1889.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*)

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0 cioè N. 705137 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per L. 45 al nome di Padovano Assunta di Vincenzo, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliato in Napoli, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Padovani Assunta di Vincenzo, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliato in Napoli, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 9 aprile 1889.

Il Direttore Generale: NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 per cento, cioè: N. 92603 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per L. 40, al nome di Marcenaro Pietro, Luigi ed Enrico fu Giacomo, minori, sotto l'amministrazione della madre Pertini Carolina, domiciliati in Savona (Genova), è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Marcenaro Pietro, Luigi ed Alessandro-Luigi-Enrico fu Giacomo, minori, sotto l'amministrazione della madre Pertini Carolina, domiciliati in Savona (Genova), veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 10 aprile 1889.

Il Direttore Generale: NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0 cioè: N. 251172 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al N. 68232 della soppressa Direzione di Napoli), per lire 510, al nome di Caracciolo del Sole Giuseppe, Vincenzo e Luisa fu Francesco, con annotazione d'usufrutto a favore di Marino Maria, venne così iscritta per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi ai detti titolari, ma con annotazione d'usufrutto vitalizio a favore di Marino Angela-Maria fu Crescenzo, vedova di Gaetano Colmayer, vera usufruttuaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, 29 marzo 1889

Il Direttore Generale: NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0[0 cioè: 1° N. 301114 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al N. 118174 della soppressa Direzione di Napoli), per L. 60, al nome di Quaianno Rosa fu Vincenzo, domiciliata in Napoli, 2° Numero 330981 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al N. 148041 della soppressa Direzione di Napoli), per lire settanta (L. 70), al nome di Guajano Rosa fu Vincenzo, nubile, domiciliata in Napoli, sono state così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Quaiani Rosa fu Vincenzo, nubile, domiciliata in Napoli, vera proprietaria delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, li 18 marzo 1889.

Il Direttore Generale: NOVELLI.

CONCORSI

Regia Segreteria del Gran Magistero della Sacra Religione ed Ordine Militare dei Ss. Maurizio e Lazzaro

Avviso.

È aperto un concorso, per titoli, al posto di medico primario nell'ospedale Mauriziano Umberto I in Torino, che si renderà vacante il 7 giugno del corrente anno.

Coloro che vogliono concorrere per la nomina a tal posto, la quale verrà fatta con Magistrale decreto, su di una terna da formarsi da apposita Commissione, dovranno presentare la loro domanda, ed titoli comprovanti i meriti scientifici e pratici e gli aggiunti loro personali, entro tutto il corrente mese alla Regia segreteria dell'Ordine Mauriziano in Roma, via Quattro Fontane, n. 22, primo piano, palazzo Del Drago, od in Torino, palazzo dell'Ordine, viale di Stupinigi, piano primo (Divisione Spedali).

Le condizioni della carica e le disposizioni relative al medico primario nello Spedale suddetto, sono visibili negli uffizi del Gran Magistero Mauriziano in Roma ed in Torino, nei luoghi suindicati.

Roma, 8 aprile 1889. 2

PARTE NON UFFICIALE

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

PARIGI, 11. — La Lamera ed il Senato votarono un credito perchè i funerali di Chevreul siano fatti a spese dello Stato.

Domattina il Senato nominerà la Commissione incaricata di aprire per l'Alta Corte di giustizia l'istruttoria del processo contro il generale Boulanger ed altri imputati di attentato alla sicurezza dello Stato.

LUSSEMBURGO, 11. — Il duca di Nassau prestò oggi in forma solenne giuramento davanti alla Camera.

Il presidente pronunziò un discorso salutando il duca, felicitandolo ed esprimendo piena fiducia nella sua devozione per gli interessi del paese.

Il duca ringraziò e constatò la sua devozione al paese, verso il re e la Casa d'Orange, e disse che rispetterà fedelmente la Costituzione. D'ora innanzi è lussemburghese di cuore ed anima e lavorerà al benessere della patria. (Applausi).

PARIGI, 12. — Il Senato si riunì stamane per eleggere la Commissione di nove membri incaricata dell'istruttoria del processo Boulanger davanti l'Alta Corte, cinque commissari supplenti ed infine un vice presidente dell'Alta Corte stessa incaricato di surrogare eventualmente il presidente.

Terminata l'istruttoria la Commissione si costituirà in Camera di messa in istato d'accusa.

Dopo queste nomine il Senato si aggiornerà come assemblea legislativa, ma dal pomeriggio d'oggi comincierà a funzionare come Alta Corte di giustizia.

PARIGI, 12. — Il Senato ha chiamato stamane a costituire la Commissione dell'istruttoria del processo Boulanger davanti l'Alta Corte di giustizia, i senatori Merlin, Cazot, Cordelet, Trarieux, Munier, Marcère, Demôle, Levertujon e Morellet come membri effettivi; i senatori Garrigat, Duselier, Develle, Rozière e Testelin come membri supplenti. Inoltre ha nominato il senatore Humbert vice-presidente dell'Alta Corte di giustizia.

Nessun ministro prese parte alla votazione.

Delbreil, senatore del dipartimento della Tarn-et-Garonne, ha indirizzato al presidente del Senato, Leroyer, una lettera in cui dichiara che non riconosce ad un'Assemblea politica il diritto di giudicare un rappresentante del popolo; e soggiunge che l'azione intentata contro il generale Boulanger è una sfida al suffragio universale ed una misura rivoluzionaria, alla quale egli si rifiuta di partecipare; epperò non interverrà alle udienze dell'Alta Corte di giustizia.

Leon Renault ha pure indirizzato al presidente del Senato una lettera nella quale dichiara che pei motivi già esposti pubblicamente, non prenderà parte alle udienze dell'Alta Corte di giustizia.

PARIGI, 12. — *Senato* — Nella seduta pomeridiana il presidente Leroyer dichiara che secondo il decreto del presidente dalla Repubblica, Carnot, di cui dà lettura, il Senato è costituito in Alta Corte di giustizia.

Dopo l'appello nominale, gli uscieri introducono il procuratore generale Quesnay de Beaurapaire e gli altri membri del pubblico ministero che prendono posto al banco dei ministri.

Quesnay de Beaurepaire legge la requisitoria contro Boulanger. Dillon e Rochefort, tutti e tre fuggitivi.

Il presidente Leroyer dà atto della presentazione della requisitoria

PARIGI, 12. — *Senato* — Dopo la lettura della requisitoria, il Senato si riunì in Camera di Consiglio.

Il presidente fece sgombrare le tribune, la seduta cessando di essere pubblica.

PARIGI, 12. — I deputati dell'Algeria accompagnati da alcuni colleghi, conferirono oggi col ministro Spuller sulla convenzione doganale con la Tunisia.

I detti deputati fecero risaltare gli inconvenienti di tale convenzione.

Spuller rispose che il progetto potrà essere modificato e che d'altronde non verrà in discussione prima della fine della legislatura attuale.

MONTEVIDEO, 12. — Diretto a Barcellona e Genova, partì ieri il piroscafo *Perseo*, della Navigazione generale italiana.

SAN VINCENZO, 12. — Proveniente da Rio-Janeiro e Montevideo, proseguì ieri per Genova il piroscafo *Giava*, della Navigazione generale italiana.

GIBILTERRA, 12. — Proveniente da New-York, è qui giunto oggi e prosegue per Genova il piroscafo *Entella*, della Navigazione genesale italiana.

VIENNA, 12. — E' giunto il granduca Pietro di Russia proveniente dall'Italia, ed è ripartito per Kiew.

MOSCA, 12. — Subito dopo le feste di Pasqua, il metropolita Michele partirà per Belgrado, passando per Pietroburgo onde ringraziare lo czar della sua benevolenza e dell'ospitalità accordatagli.

Egli ricevette comunicazioni da Belgrado le quali sono considerate da lui sufficienti per ritornare in Serbia, malgrado che nessuna iniziativa ufficiale sia stata presa dai reggenti.

PARIGI, 12 — Si ha da Berlino:

« La diplomazia russa ottenne in Persia concessioni ancora più importanti di quanto si credeva.

« La Russia sarebbe ammessa a fare proteggere dalle sue truppe la strada commerciale che la Persia deve costruire fra Teheran ed il Mar Caspio.

« La Persia promette di aprire altre strade verso la Russia ».

VENEZIA, 12. — S. M. la regina dei Belgi e S. A. R. la principessa Clementina partiranno oggi alle 2,40 pom. per Miramare.

ATENE, 12. — La Camera dei deputati ha approvato il trattato di commercio e di navigazione coll'Italia.

PIETROBURGO, 12. — I giornali russi esprimono la loro soddisfazione per l'assunzione al potere del Ministero Catargi in Rumania e vedono in questo fatto un sicuro indizio di un mutamento a favore della Russia nella politica di re Carlo, contro il quale il *Novosti* consiglia gli altri giornali russi a cessare gli attacchi, che non hanno omai più ragione d'essere.

Il senatore Huebbenet fu incaricato dell'*interim* del Ministero delle comunicazioni.

LUSSEMBURGO, 12. — Il duca di Nassau ricevette le felicitazioni dell'imperatore di Germania, del re di Sassonia e di altri sovrani e governi.

Listino Officiale della Borsa di Commercio di Roma del dì 12 aprile 1889.

VALORI AMMESSI A CONTRATTAZIONE IN BORSA	GODIMENTO	VALORE nominale	VALORE versato	PREZZI IN CONTANTI	Corso Med.	PREZZI NOMINALI
RENDITA 5 0[0 prima grida	1. gennaio 1889	—	—	»	»	»
RENDITA 5 0[0 seconda grida	—	—	—	97 05 97 1[2	97 09	»
Detta 3 0[0 prima grida	1. aprile 1889	—	—	»	»	»
Detta 3 0[0 seconda grida	»	—	—	»	»	63 30 [1]
Certificati sul Tesoro Emissione 1860-64	»	—	—	»	»	96 30 [2]
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0[0	»	—	—	»	»	95 » [3]
Prestito Romano Blount 5 0[0	»	—	—	»	»	95 50 [4]
Detto Rothschild	1. decembre 1888	—	—	»	»	98 »
Obbligazioni municipali e Credito fondiario.						
Obbligazioni Municipio di Roma 5 0[0	1. gennaio 1889	500	500	»	»	»
Dette 4 0[0 prima emissione	1. aprile 1889	500	500	»	»	»
Dette 4 0[0 seconda emissione	»	500	500	»	»	470 » [5]
Dette 4 0[0 quinta emissione	»	500	500	»	»	»
Obbligazioni Credito Fondiario Banco Santo Spirito	»	500	500	465 50	465 50	» [6]
Dette Credito Fondiario Banca Nazionale 4 0[0	»	500	500	»	»	477 »
Dette Credito Fondiario Banca Nazionale 4 1[2 0[0	»	500	500	»	»	503
Dette Credito Fondiario Banco di Sicilia	»	500	500	»	»	»
Dette Credito Fondiario Banco di Napoli	»	500	500	»	»	»
Azioni Strade Ferrate.						
Azioni Ferrovie Meridionali	1. gennaio 1889	500	500	»	»	758 »
Dette Ferrovie Mediterranee stampigliato	»	500	500	»	»	608 »
Dette Ferrovie Mediterranee certif. provv.	»	500	150	»	»	585 »
Dette Ferrovie Sarde (Preferenza)	»	500	250	»	»	»
Dette Ferrovie Palermo, Marsala, Trapani 1ª e 2ª Emiss.	1. aprile 1889	500	500	»	»	»
Dette Ferrovie della Sicilia	1. gennaio 1889	500	500	»	»	»
Azioni Banche e Società diverse.						
Azioni Banca Nazionale	1. gennaio 1888	1000	750	»	»	2020 »
Dette Banca Romana	1. gennaio 1889	1000	1000	»	»	1135 » [7]
Dette Banca Generale	»	500	250	»	»	»
Dette Banca di Roma	»	500	250	»	»	735 [8]
Dette Banca Tiberina	»	200	200	»	»	355 »
Dette Banca Industriale e Commerciale	1. gennaio 1888	500	500	»	»	» [9]
Dette Banca detta (Certificati provvisori)	10 aprile 1888	500	250	»	»	480 » [10]
Dette Banca Provinciale	1. gennaio 1889	250	250	»	»	260 »
Dette Società di Credito Mobiliare Italiano	»	500	400	»	»	750 »
Dette Società di Credito Meridionale	1. gennaio 1888	500	500	»	»	490 »
Dette Società Romana per l'Illuminazione a Gas Stam.	»	500	500	»	»	»
Dette Società detta (Certificati provvisori) Em. 1888	»	500	250	»	»	1100
Dette Società Acqua Marcia	1. gennaio 1889	500	500	»	»	»
Dette Società Italiana per condotte d'acqua	»	500	350	»	»	»
Dette Società Immobiliare	»	500	500	»	»	»
Dette Società dei Molini e Magazzini Generali	»	250	250	»	»	275 » [11]
Dette Società Telefoni ed Applicazioni Elettriche	»	100	100	»	»	»
Dette Società Generale per l'Illuminazione	»	100	100	»	»	90
Dette Società [illegible] l'Illuminazione (Certificati provvisori)	»	100	10	»	»	»
Dette Società Anonima Tramway Omnibus	»	250	250	»	»	250 [12]
Dette Società Fondiaria Italiana	»	150	150	»	»	185 »
Dette Società delle Miniere e Fondite di Antimonio	1. aprile 1889	250	250	»	»	»
Dette Società dei Materiali Laterizi	»	250	250	»	»	»
Dette Società Navigazione Generale Italiana	1. gennaio 1889	500	500	»	»	450 »
Dette Società Metallurgica Italiana	»	500	500	»	»	460 »
Azioni Società di assicurazioni.						
Azioni Fondiarie Incendi	1. gennaio 1889	100	100	»	»	100 »
Dette Fondiarie Vita	»	250	125	»	»	260 »
Obbligazioni diverse.						
Obbligazioni Ferroviarie 3 0[0, Emissione 1887 e 1888	1. gennaio 1889	500	500	»	»	300 »
Dette Ferroviarie Tunisi Goletta 4 0[0 (oro)	»	1000	1000	»	»	995 »
Dette Società Immobiliare	1. aprile 1889	500	500	«	»	500
Dette Società Immobiliare 4 0[0	»	250	250	»	»	216
Dette Società Acqua Marcia	1. gennaio 1889	500	500	»	»	«
Dette Società Strade Ferrate Meridionali	1. aprile 1889	500	500	»	»	»
Dette Società Ferrovie Pontebba Alta-Italia	1. gennaio 1889	500	500	»	»	»
Dette Società Ferrovie Sarde nuova Emissione 3 0[0	1. aprile 1889	500	500	»	»	»
Dette Soc. Ferrovie Palermo-Marsala-Trapani I. S. (oro)	»	300	300	»	»	»
Dette Id. Id. Id. II.	1. gennaio 1889	300	300	»	»	»
Dette Società Ferrovie Second. della Sardegna	»	500	500	»	»	»
Buoni Meridionali 5 0[0	»	500	500	»	»	»
Titoli a quotazione speciale.						
Rendita Austriaca 4 0[0 (oro)	»			»	»	»
Obbligazioni prestito Croce Rossa Italiana	1. aprile 1889	25	25	»	»	»

Sconto	CAMBI		Prezzi medi	Prezzi fatti	Prezzi nominali
3	Francia	90 g.	»	»	99 55
	Parigi	Chèques	»	»	100 35
3	Londra	90 g.	»	»	25 13
		Chèques	»	»	»
	Vienna, Trieste	90 g.	»	»	»
	Germania	90 g.	»	»	»
		Chèques	»	»	»

Risposta dei premi . . . . . } 27 aprile
Prezzi di Compensazione . . . }
Compensazione . . . . 29 »
Liquidazione . . . . 30 »

Sconto di Banca 5 0[0. Interessi sulle Anticipazioni.

Il Sindaco: MARIO BONELLI.

Prezzi in liquidazione:

Ren. Italiana 5 0[0 1. grida 97 15, 97 17 1[2, fine corr.
Az. Banca Generale 622, 623, 623 50, 624, fine corr.
Az. Banca Industriale e Commerciale 469, 470, 472, fine corr.
Az. Soc. Romana per Illum. a Gaz (st.) 1260, 1262, 1267, fine corr.
Az. Soc. Acqua Marcia 1610, 1615, 1630, 1655, fine corr.
Az. Soc. Italiana per Condotte d'acqua 320, 322, 325, 330, fine corr.
Az. Soc. Immobiliare 730, 731, 732, 735, 733, 730, fine corr.

[1] Ex L. 1,50 - [2] id. 2,17 - [3] id. 2,17 - [4] id. 2,17 - [5] id. 10,00 - [6] id. 10,78,
[7] Ex divid° L. 10.00 - [8] id. 2,50 - [9] id. 2,50 - [10] id. 5,40 - [11] id. 3,00 - [12] id. 16.

Media dei corsi del Consolidato italiano a contanti nelle varie borse del Regno nel dì 11 aprile 1889:

Consolidato 5 0[0	. . . .	L. 96 967
Id.	5 0[0 senza la cedola del semestre in corso	» 94 797
Id.	3 0[0 nominale	» 62 400
Id.	3 0[0 senza cedola	» 60 607

V. TROCCHI, Presidente.

TUMINO RAFFAELE, Gerente — Tipografia della *Gazzetta Ufficiale*.